



Belgeo

Revue belge de Géographie

1 | 2024

Miscellaneous

Politiques de développement rural et migration internationale des jeunes de la région de Kolda (Sénégal)

Rural development policies and international migration of young people in the Kolda region (Senegal)

Dramane Cissokho, Guido Nicolas Zingari, Bruno Riccio et Pape Sakho



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/belgeo/67863>

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

Société Royale Belge de Géographie, National Committee of Geography of Belgium

Référence électronique

Dramane Cissokho, Guido Nicolas Zingari, Bruno Riccio et Pape Sakho, « Politiques de développement rural et migration internationale des jeunes de la région de Kolda (Sénégal) », *Belgeo* [En ligne], 1 | 2024, mis en ligne le 06 mai 2024, consulté le 07 mai 2024. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/67863>

Ce document a été généré automatiquement le 7 mai 2024.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Politiques de développement rural et migration internationale des jeunes de la région de Kolda (Sénégal)

Rural development policies and international migration of young people in the Kolda region (Senegal)

Dramane Cissokho, Guido Nicolas Zingari, Bruno Riccio et Pape Sakho

Nous tenons à remercier "The Institute of advanced studies" qui nous avait sélectionné dans le cadre du IAS Vanguard Fellowships Program. Nous sommes reconnaissants à son soutien logistique et pour la prise en charge des frais de voyage et d'hébergement d'une durée d'un mois à l'Université de Birmingham. C'est durant ce séjour scientifique qu'une partie de cet article a été rédigée. Nous remercions également le collègue Sugden Fraser qui en a été le mentor académique.

Introduction

- 1 Les migrations subsahariennes émergent de plus en plus et polarisent les attentions. On comptait 13,2 millions de migrants subsahariens en 2000, ensuite 15,9 millions en 2015 et 23,6 millions en 2019 (UNDESA, 2019). Bien qu'elles ne représentent que 2 % des flux mondiaux, elles sont curieusement et souvent à la une des médias et font l'objet de la politique migratoire de l'Union Européenne, alors qu'elles sont pour l'essentiel intra-africaines (Lessault et Beauchemin, 2009 ; Mercandalli et Losch, 2017 ; Beauchemin, 2018). Sur les routes migratoires vers l'Europe figure la Libye, dont les images diffusées par CNN sur les traitements « inhumains » des Subsahariens ont catalysé des vagues de manifestations devant leur représentation diplomatique dans plusieurs pays, tout comme celles des migrants subsahariens pris pour cibles en Tunisie ont aussi fait le tour du monde.

- 2 Certaines institutions internationales et les gouvernements des pays de destination, notamment les pays développés, à tort ou à raison, considèrent les migrations subsahariennes comme une invasion et un « drame humain » sans commune mesure qui résulte de la traversée du désert et de la mer, qu'il faut à tout prix arrêter ou du moins contenir (Black *et al.*, 2017 ; Galos *et al.*, 2017 ; Tjaden, 2023). Pour eux, la lutte contre la migration des Subsahariens implique la lutte contre la pauvreté dans les zones de départ. Dès lors, ils financent activement une série de programmes de développement pour l'atteinte de cet objectif et corriger les tendances (Claes, Schmauder et Molenaar, 2021). Ils partent du principe que les candidats à la migration feront de meilleurs choix - souvent implicitement de ne pas migrer s'ils disposent d'opportunités d'emploi au niveau local et ou national (Pécoud, 2010 ; Black *et al.*, 2022). Le paradoxe est que les pays du sud font depuis leur indépendance nationale, voire depuis la période coloniale, l'objet de programmes de développement (Jacob et Lavigne Delville, 2019). Malgré tout, ils demeurent actuellement des foyers émetteurs, à la fois des flux migratoires internes et internationaux (Cissokho *et al.*, 2021).
- 3 Un tel contexte appelle à interroger les concepts de migration et développement.
- 4 Dans les sciences sociales, la migration, une des formes de la mobilité humaine tout comme celle résidentielle, le voyage ou la mobilité quotidienne, combine un champ, interne ou externe au bassin de vie et une temporalité, longue ou courte. Kaufmann et Jemelin (2004) les intègrent dans un concept plus global de motilité « *comme la manière dont un individu ou un groupe fait sien le champ du possible en matière de mobilité et en fait usage pour développer des projets* » dont la finalité est « d'accéder à la ressource » (Bavoux *et al.*, 2005).
- 5 Diverses théories, sous un angle disciplinaire, interprètent la migration. Certains économistes tenants de la théorie néoclassique mettent en exergue les différences géographiques entre l'offre et la demande de travail comme facteur des flux. « *Le différentiel de salaire qui en résulte provoquerait le déplacement du pays à bas salaires vers le pays à hauts salaires* » du travailleur migrant mû par une décision individuelle pour maximaliser ses revenus (Lewis, 1954 ; Harris et Todaro, 1970 ; Massey *et al.*, 1993). Pour d'autres, les flux s'expliquent par un double marché du travail dans les pays de destination, source « *d'un besoin chronique et inévitable de travailleurs étrangers* » (Piore, 1979). À ces approches économiques, les géographes proposent celle « d'espaces migratoires » (Lévy et Lussault, 2003 ; Di Méo et Buléon, 2005 ; Faret, 2003 ; Ma Mung, 1999 ; Tarrus, 1989) qui rend mieux compte des tensions et changements générés par la division nationale et internationale du travail. D'autres les inscrivent dans la confrontation de pouvoir entre ceux tenant de l'ordre sédentaire, pour qui « *le pouvoir tient au contrôle du mouvement* » et ceux tenant de l'ordre nomade (ou mobile aujourd'hui), pour lesquels « *le pouvoir est dans la capacité à dépasser les limites ou à les négliger* » (Retaille, 2012).
- 6 Le développement, un concept d'économie politique, est défini comme « *l'ensemble des processus sociaux induits par des opérations volontaristes de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais d'institutions ou d'acteurs extérieurs à ce milieu mais cherchant à mobiliser ce milieu, et reposant sur une tentative de greffe de ressources et/ou techniques et/ou savoirs* » (Olivier De Sardan, 1995). Tout comme la migration, il est l'objet depuis la fin de la guerre mondiale, d'hésitations, d'incertitudes, de contre-évidences, de changements. Il a été affublé d'un nombre assez impressionnant d'épithètes et de qualificatifs : intégré, communautaire, social, participatif, décentralisé, endogène,

autonome, durable (Loriaux, 2007). En effet, le concept repose sur la théorie de la modernisation qui en a été le paradigme fondateur et dominant. Cette théorie considérait le développement comme un processus universel caractérisé par une série d'étapes, par lesquelles doivent nécessairement passer toutes les nations et sociétés comme celles empruntées par les sociétés d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale (Peemans, 1995).

- 7 Elle serait une "théorie du changement social de longue durée" qui s'appliquerait à toutes les régions du monde (Comelieu, 1996). Dans les pays du Sud, les politiques de développement national consisteront ainsi en la mobilisation des ressources humaines et matérielles y compris du monde rural vers la croissance du secteur industriel. Elles passeront par des réformes agraires, la privatisation des terres et « la mise en place de structures d'encadrement de la production et de la commercialisation agricoles pour contrôler le surplus et pouvoir le mobiliser » (Peemans, 1995). De Sernacq (1996) doute de la pertinence d'une théorie générale universellement valable qui voudrait « prétendre que les pays pauvres du Sud n'ont pas de problème spécifique, soit parce qu'ils doivent simplement suivre la dynamique du marché, comme l'affirment les néolibéraux, soit parce que leurs difficultés de changement économique et de modernisation n'ont pas de caractéristiques propres ».
- 8 Si certains auteurs (Bellagamba, Vitturini, 2021 ; Zingari *et al.*, 2022 ; Kuschminder et Rajabzadeh, 2022) supposent l'existence de liens entre les politiques de développement et les processus migratoires, une question se pose : pourquoi alors les politiques de développement n'agissent-elles pas dans le sens voulu par les pays de destination du Nord sur la migration des pays d'Afrique subsaharienne ?
- 9 La persistance du paradoxe va servir de prétexte, par le filtre de la migration, d'interroger le développement à travers le vécu et les perceptions du concept par les populations censées en être les bénéficiaires. L'hypothèse est que, comme dirait De Senarclens (1996), à l'image des populations migrantes du Sud « les parents qui perdent leurs enfants en bas âge au Mali ne croient pas aux théories néo-libérales de la Banque mondiale ».
- 10 Au Sénégal, la région de Kolda, essentiellement agricole, peuplée à 72 % de ruraux (ANSD, 2021a), constitue un terrain pertinent d'investigation pour deux raisons. La première est qu'elle est l'une des régions qui est au cœur des politiques de développement rural depuis le début des années 1970 en raison de multiples potentialités. La deuxième est qu'elle est devenue, depuis 2014, le principal foyer émetteur de jeunes migrants qui tentent de franchir illégalement la mer pour l'Europe (Gueye, 2022). Elle est également la région qui enregistre le plus de retours assistés de migrants internationaux illégaux depuis les pays de transit (Tandian, 2020). Au plan de la migration interne, 55 362 personnes ont migré de Kolda vers d'autres régions (FIDA, 2015).
- 11 Alors qu'une attention particulière a été accordée aux contextes de crises socio-économique et environnementale voire structurelle (Brüning, 2021 ; Sakho, 2018 ; Sakho, Diagne et Sambou, 2017 ; Sakho *et al.*, 2015 ; Lo, Coulibaly et Sakho, 2014), les processus migratoires et organisationnels des migrants dans les pays de destination, affiliés à la migration internationale en partance des autres parties du Sénégal, la migration à partir de Kolda en relation avec les politiques de développement rural qui structurent la région ont été beaucoup moins étudiées. Les rares études migratoires qui portent directement sur la région de Kolda se concentrent sur l'organisation de la

migration illégale, le retour et la réintégration socio-économique des migrants rapatriés depuis les pays de transit (Ngom, 2018 ; 2021).

- 12 Cet article se propose d'étudier la situation des jeunes de la région de Kolda par rapport aux politiques de développement rural et la manière dont ces dernières concourent à la migration tout en mettant l'accent sur le contexte géographique.
- 13 Après avoir caractérisé les programmes de développement majeurs dans la région, il sera question d'analyser le rapport des jeunes à l'égard de ceux-ci avant d'aborder successivement la pauvreté régionale combinée au désenchantement et la migration au départ de la région de Kolda.

Méthodologie

- 14 L'article s'appuie sur des données produites en 2013 et 2021 par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) et des données collectées entre mars et juillet 2020 par les auteurs de l'article dans la région de Kolda. L'ANSD est une institution administrative, en même temps le service officiel des statistiques du Sénégal. Elle est chargée de la production et de la diffusion des données statistiques qui couvrent l'ensemble du territoire sénégalais.
- 15 Par ailleurs, dans l'optique de cerner le lien entre les politiques de développement rural et la migration, il était nécessaire d'identifier les programmes majeurs de développement rural dont la région de Kolda a bénéficié. Ceci nous a incité à parcourir une partie importante de la région. Ce qui a permis d'identifier la production du coton, du riz et le marché hebdomadaire de Diaobé comme des programmes majeurs de développement rural et le choix des sites et des personnes ressources pour les entretiens. Parcourir la région de Kolda a été une occasion d'observer l'impact des politiques de développement rural sur la vie des populations et la question de la migration.
- 16 Au total 30 entretiens semi-structurés ont été réalisés entre mars et juillet 2020 dont 20 auprès des jeunes, 5 auprès de notables et 5 avec des porteurs de politiques publiques/acteurs de développement. La tranche d'âge des jeunes est comprise entre 15 et 35 ans. Ils se définissent eux-mêmes comme des jeunes et sont aussi considérés comme tels par les membres de leur réseau ou leur entourage. L'échantillon est constitué de jeunes qui n'ont pas connu la migration et d'autres ayant déjà vécu la migration à une échelle interne ou internationale. Les jeunes et les notables ont été interrogés à Diaobé, Pakour et Anambé. Le choix de Diaobé se justifie par le fait que le mercredi, la localité attire des jeunes et des notables venus de toute la région pour aider les grands commerçants internationaux à décharger et charger les marchandises pour la tenue du marché hebdomadaire. Les migrants rapatriés depuis les pays de transit et la production du coton sous-tendent le choix de Pakour. L'Anambé est au cœur de la zone de production du riz. Quant aux porteurs de politiques publiques/acteurs du développement, ils ont été interrogés à Kolda, Vélingara et Soutouré où se localisent les bureaux de la SODAGRI¹, SODEFITEX² et de quelques ONGs. Les thèmes de discussion portaient entre autres sur les effets des programmes de développement rural sur leur quotidien, leurs motivations, aspirations et destinations migratoires, et l'état de l'agriculture. Les données statistiques ont fait l'objet d'un traitement par Excel alors que le traitement des données qualitatives recueillies procède d'une analyse thématique.

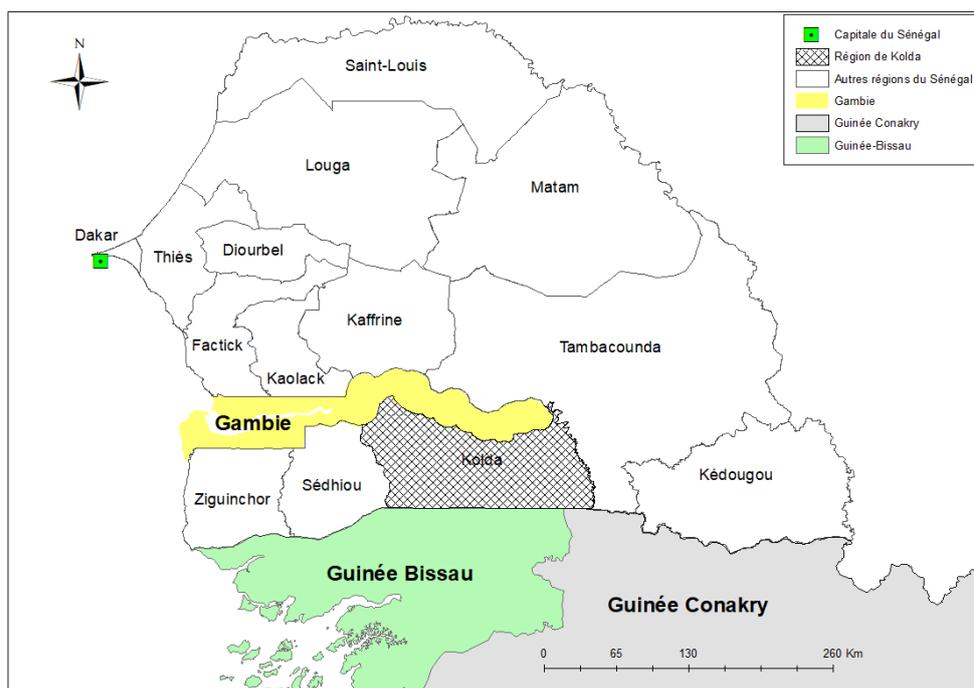
Kolda : une région transfrontalière, site d'une longue tradition de politiques de développement rural

- 17 Compte tenu d'un milieu naturel favorable à la production agricole et la disponibilité de terres arables, la région de Kolda est appelée à jouer un grand rôle dans la recherche de la sécurité alimentaire du Sénégal. De ce fait, depuis le lendemain des indépendances, elle fait l'objet d'attention particulière de la part des autorités sénégalaises dans le secteur agricole. Elle occupe une place de choix dans les politiques agricoles sénégalaises et se caractérise par une longue histoire d'interventions dans le domaine de la production de coton et du riz (Fanchette, 2001).

La singularité de la région de Kolda

- 18 Après l'accession à l'indépendance en 1960, le Sénégal a découpé son territoire en 7 régions administratives. Toute la partie sud du pays, très contrastée du point de vue socio-culturel, mais ayant relativement les mêmes conditions pluviométriques voire climatiques forme la région de Casamance. Ce découpage est basé sur les zones éco-géographiques et non sur les réalités socio-culturelles et contextuelles. L'État sénégalais a entrepris une première réforme administrative en 1984 en divisant la région de Casamance en deux régions administratives. Celle de Ziguinchor qui se localise au sud-ouest s'ouvrant sur l'océan Atlantique, qui est majoritairement peuplée de Diola, et celle de Kolda qui a été scindée lors de la réforme de 2008 pour donner naissance aux actuelles régions de Kolda et de Sédhiou. L'actuelle région de Kolda est dominée par les Peulhs, d'où son autre appellation *fouladou* (terroir des Peulhs, en langue locale), alors que la région de Sédhiou est occupée majoritairement par les Mandingues (figure 1).

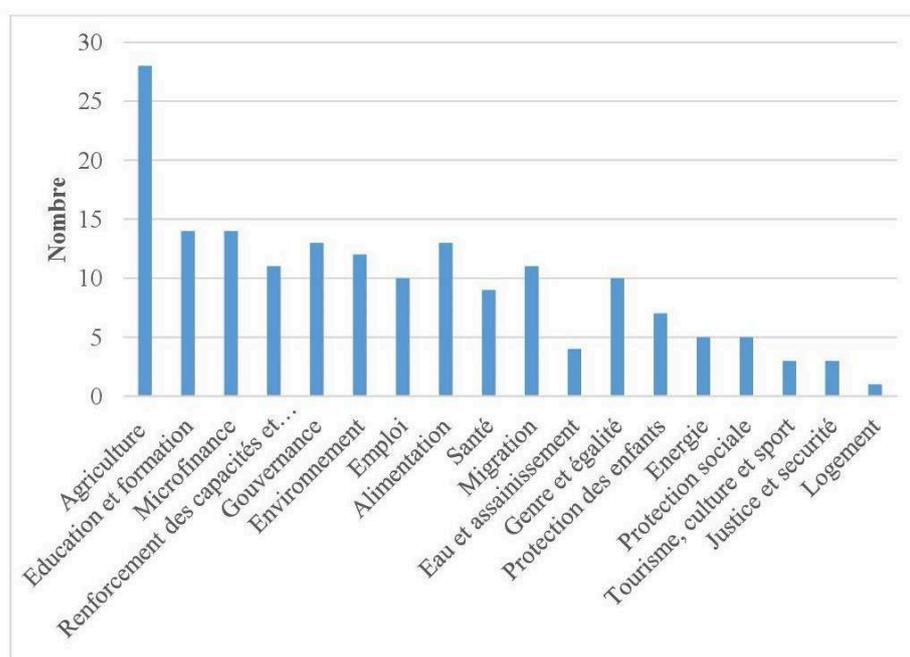
Figure 1. Kolda dans la partie sud du Sénégal.



Source : auteurs, 2024

- 19 Depuis 1982, le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC), un mouvement indépendantiste, est en conflit avec l'État du Sénégal. Ce conflit est communément appelé le conflit casamançais du fait que le théâtre des affrontements se localise au sud du pays, jadis nommé la région de Casamance, mais plus précisément dans la région de Ziguinchor et non dans celles de Kolda et Sédhiou. Cependant, compte tenu du fait que le conflit s'appelle le « conflit casamançais » et que les trois régions formaient jadis la région de Casamance, beaucoup de chercheurs (Ngom, 2018 ; Gueye, Deshingkar, 2020 ; Ngom, 2021 ; Gueye, 2022) pensent que le conflit affecte toute la partie sud du Sénégal. La pauvreté, la précarité, bref tous les maux des trois régions sont systématiquement imputés à ce conflit. D'ailleurs, les rares travaux sociologiques sur la migration clandestine portant sur la région de Kolda expliquent le départ massif des jeunes par les effets du conflit.
- 20 Toutefois, la région de Kolda est singulière dans le cadre national pour plusieurs raisons. La première tient à sa situation transfrontalière. Elle est la seule région à la fois frontalière de la Gambie au nord et des deux Guinée (Conakry et Guinée-Bissau) au sud. Ensuite, en dépit de sa localisation au sud du Sénégal, elle n'est pas concernée par le conflit casamançais. La troisième raison est relative aux politiques agricoles de développement. Elle est la seule région qui fait à la fois l'objet de programmes pour la production du riz destiné au marché national et du coton destiné au marché international. À titre illustratif, un nombre important des projets financés par l'État du Sénégal dans la région de Kolda en 2013 sont dans le domaine de l'agriculture (figure 2).

Figure 2. Projets financés par l'Etat du Sénégal dans la région de Kolda en 2013.



Source : Castagnone (2019)

Kolda : des politiques de mise en valeur rizicole en deçà des objectifs étatiques

- 21 La région de Kolda occupe une position périphérique par rapport à Dakar, qui se caractérise par sa centralité économique, politique et culturelle. Elle est située à 670 km de la capitale sénégalaise. De ce fait, elle est faiblement dotée en infrastructures socio-économiques de base. La situation périphérique de la région se double d'un enclavement résultant à la fois du faible maillage du réseau de voies de communication et de la position transfrontalière. L'enclavement renvoie en effet à un ensemble de facteurs contraignants liés à la distance, à divers obstacles (conditions naturelles, état des infrastructures, disponibilité des moyens de communication) entravant les circulations internes et les relations avec le centre qu'est Dakar (Magrin et Ninot, 2005).
- 22 La région de Kolda se caractérise du point de vue de la production rizicole par les aménagements hydroagricoles de la vallée de l'Anambé, les périmètres rizicoles dans les zones de Wassadou et Bignarabé ainsi que les vallées aménagées dans certains villages comme Tankanto et Saré Ndiaye. Compte tenu des terres propices à l'agriculture, d'une bonne pluviométrie (entre 800 et 1000 mm/an) et dans l'optique de réduire le déficit céréalier du Sénégal, les pouvoirs publics avaient pris la décision d'aménager la vallée de l'Anambé pour la riziculture (Mballo, Sy et Thior, 2019). Dans cette perspective, la SODAGRI fut créée en 1974, sous la forme d'une société anonyme à participation publique majoritaire placée sous tutelle technique du Ministère chargé de l'agriculture. L'État du Sénégal a confié ainsi à la SODAGRI une mission générale de maîtrise d'ouvrage déléguée et d'encadrement technique dans le domaine de la production rizicole dans la région de Kolda. Les barrages du Confluent et du Niandouba

ont été construits respectivement en 1984 et 1997. La finalité recherchée est l'essor de la production rizicole pour garantir la sécurité alimentaire et accroître les revenus des producteurs afin d'amorcer un développement rural intégré. Ainsi, de 1982 à 1991, 1780 ha furent aménagés dont 1365 ha prévus pour l'irrigation et 415 ha en système pluvial. Entre 1996 et 1999, 2815 ha ont été aménagés (Hathie *et al.*, 2013). En 2015, les superficies aménagées s'estimaient à 5 000 ha (Bazile, Vennat et Dressayre, 2015). La conception des périmètres est basée sur le principe d'unités d'irrigation indépendantes de petites tailles, plus faciles à gérer. Contrairement aux aménagements hydroagricoles de la vallée de l'Anambé où la production du riz se fait à la fois en saison des pluies et en saison sèche par irrigation, les bas-fonds aménagés dans les zones de Wassadou, Bignarabé et dans d'autres secteurs sont destinés uniquement à la riziculture pluviale (Sy, Sene et Mballo, 2019). Vingt ans après, les autorités politiques concèdent dans la *Lettre de politique sectorielle de développement de l'agriculture 2019-2023* la faiblesse des résultats atteints avec seulement 50 % des terres exploitables aménagées (Ministère de l'agriculture et de l'équipement rural, 2018).

Kolda : une région périphérique à vocation cotonnière

- 23 L'introduction de la culture du coton dans la région de Kolda remonterait à 1965. Depuis lors, la région est appelée à jouer un rôle majeur dans le développement de la filière coton au Sénégal. Si le climat a son rôle dans la « vocation cotonnière » de la région, pour les autorités sénégalaises la culture du coton constitue un moyen de développer une région enclavée et demeurée en marge des dynamiques de croissance de l'Ouest et du Centre-Ouest du pays. En effet, la production du coton est exclusivement une agriculture à des fins commerciales. L'idée est de permettre aux paysans après la vente de leur récolte, d'obtenir des revenus pour acheter les produits manufacturés importés et d'améliorer leurs conditions de vie. En 1974, l'Etat crée la SODEFITEX pour le développement de l'agro-industrie cotonnière. La SODEFITEX s'active dans presque toute la région de Kolda (Ndour *et al.*, 2017). Le département de production cotonnière de la SODEFITEX assure le conseil agricole, la formation technique des producteurs, la mise en place des intrants et du matériel agricole, la collecte du coton graine et l'organisation du paiement des producteurs de coton. Son activité principale est d'aider les exploitants agricoles notamment familiales à produire durablement du coton de qualité supérieure avec une productivité élevée dans l'optique de sécuriser l'approvisionnement des usines d'égrenage localisées dans la ville de Kolda.
- 24 La SODEFITEX est aussi l'unique acheteur de toute la production de coton. Elle assure aussi la revente sur le marché international. Les filières de coton ont structuré et continuent de structurer la région de Kolda par la construction des pistes rurales pour l'acheminement de la production.

Loumo de Diaobé : un marché pour écouler le riz issu de la vallée de l'Anambé

- 25 Les marchés hebdomadaires ruraux appelés "loumo" sont des points d'approvisionnement périodiques en produits primaires et manufacturés. Ils sont nés dans les années 1970 et se sont multipliés, en réaction du monde rural à la défaillance

des circuits étatiques de commercialisation des produits agricoles, de la crise socio-économique, du désengagement de l'État et de la libéralisation économique à partir des années 1980-1990 (Diallo, 2016). Le développement rapide du *loumo* de Diaobé, l'actuel plus célèbre et le plus important du Sénégal, justifie son intégration dans les programmes agricoles de la région administrative de Kolda mais aussi de la SODAGRI pour faciliter la commercialisation du riz produit au niveau des aménagements hydro-agricoles de la vallée de l'Anambé (Cissokho *et al.*, 2021). L'objectif était à terme de faire profiter les gros producteurs rizicoles du vaste réseau marchand sous-régional construit autour du marché. Jusqu'à la fin des années 1980, le *loumo* de Diaobé jouait le rôle d'espace de distribution du riz produit localement. Les grands commerçants viennent s'y approvisionner pour alimenter les boutiquiers qui à leur tour ravitaillent les paysans producteurs de coton du département de Vélingara et une partie de celui de Kolda, mais également les éleveurs de Medina Yérofoula. À l'inverse, les riziculteurs trouvent sur ce marché, situé à moins de trois kilomètres des aménagements hydro-agricoles de la vallée de l'Anambé, des points de vente d'engrais et matériels agricoles, et les agences de crédit agricole.

- 26 L'amélioration des voies de communication dont le bitumage de la route nationale n° 6 reliant les villes de Kolda et Vélingara à celle de Tambacounda et la connexion des routes départementales aux réseaux routiers de la République de Guinée et de la Guinée Biseau dans les années 1990 transforme le marché hebdomadaire de Diaobé en un marché d'une dimension sous-régionale où se négocient divers produits (Fanchette, 2001). En effet, en plus du rôle de lieu d'écoulement des produits agricoles locaux, le marché se présente aussi comme un important nœud dans la distribution des produits forestiers et artisanaux (l'huile de palme, le piment noir, le gingembre, le manioc, la patate douce, les balais et les tissus peints en indigo, les mangues, la colas...) en provenance des pays limitrophes (République de Guinée et Guinée-Bissau). Les commerçants des pays voisins achètent en retour sur le marché d'importantes quantités de produits comme le lait en poudre, des matières plastiques, des matériaux de construction et vivriers comme le sel, le poisson fumé, l'arachide, la pâte d'arachide, le riz. Ces produits proviennent de diverses contrées sénégalaises comme la ville portuaire de Dakar, le Bassin arachidier et les zones de pêche de la Basse-Casamance et celles des îles de Saloum.
- 27 Au fil du temps, les activités commerciales ne se tiennent plus seulement un jour de la semaine comme c'était le cas au début, d'où son appellation de *loumo* ou marché hebdomadaire, mais tous les jours. Cette attraction quotidienne a favorisé l'installation progressive de beaucoup de commerçants dans le village de Diaobé et l'arrivée des migrants. Toutefois, il y a lieu de souligner que le mercredi reste toujours le jour officiel du marché et jour de forte affluence et d'importantes transactions commerciales.
- 28 Sous l'effet de l'attractivité grandissante du marché hebdomadaire, Diaobé est devenu un réceptacle de divers flux migratoires internes et internationaux. Bon nombre de migrants, notamment commerçants, s'y établissent progressivement, tout en ayant des attaches dans leur zone d'origine. Les migrants internes viennent de la région de Kolda, en raison certainement de la proximité. Le reste vient des autres régions du Sénégal notamment Tambacounda, Ziguinchor, Sédhiou, Diourbel, Louga, Dakar. Concernant la migration sous-régionale, les Guinéens sont les plus nombreux. Ils sont suivis par des Maliens, des Gambiens et des Bissau-guinéens. Les migrants d'autres pays de la sous-

région (Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Libéria...) s'observent également. Compte tenu de l'importance de la présence des migrants ouest-africains à Diaobé, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a cofinancé avec l'État du Sénégal la construction à partir de 2015 d'un complexe commercial, inauguré en 2023 dans la localité, faisant de Diaobé un espace multifonctionnel.

Des programmes de développement rural qui profitent très peu aux jeunes

- 29 Les programmes de développement rural ont façonné la région de Kolda et lui ont imprimé une trajectoire particulière. Il s'agit ici de voir comment les aménagements hydro-agricoles, le marché hebdomadaire de Diaobé et la production du coton impactent la situation des jeunes.

Jeunes et aménagements hydro-agricoles : entre difficultés d'accès au foncier et résultats mitigés

- 30 Lorsqu'on évoque Anambé, les jeunes de la région (qui se distinguent dans leur discours des « vieux », personnes âgées de plus de 35 ans) s'empressent de parler de la riziculture au niveau des parcelles aménagées. Ils se permettent même de faire une description de l'organisation des différents secteurs du périmètre aménagé comme pour prouver leur connaissance et leur intérêt pour cette vallée. Toutefois, l'accès difficile au foncier aménagé est toujours mis en exergue. « À Anambé (au niveau des parcelles aménagées), ce sont les personnes âgées qui ont des parcelles. Les jeunes n'en ont pas, ne peuvent plus en avoir » (T. M, 2020).
- 31 Pour le bon fonctionnement de la vallée de l'Anambé dans un contexte de désengagement de l'État, les producteurs ont été incités à s'organiser en Groupements d'Intérêt Economique (GIE) pour faciliter l'accès au crédit et au foncier aménagé, en Union hydraulique pour la gestion de l'eau, et en fédération pour servir d'interface avec l'extérieur. Les GIE ont à leur tête des responsables âgés, dont les réseaux semblent extrêmement politisés et réputés proches de la SODAGRI. L'adhésion aux GIE est un préalable à l'obtention d'une parcelle. Il se trouve qu'elle constitue un véritable casse-tête. De ce fait, les personnes âgées préfèrent mettre certaines parcelles en location. Les termes de l'accord reposent dans la majorité des cas sur le partage de récoltes, ce qui est assimilable au métayage. Ce système très bénéfique pour les vieux se conjugue avec d'autres facteurs pour contribuer à la frustration des rares jeunes qui parviennent à acquérir du foncier agricole. Les aménagements de l'Anambé sont réalisés de telle sorte que le labour ne peut s'effectuer que mécaniquement. Rares sont les jeunes producteurs qui ont les moyens de disposer d'équipements propres leur permettant de s'affranchir du risque de ne pouvoir labourer à temps. L'insuffisance des équipements fait qu'ils réalisent souvent tardivement le semis et même la récolte, compromettant ainsi leur rendement agricole. Avec l'insuffisance des moissonneuses-batteuses, le riz, après la maturité, tombe dans les champs et commence à germer. Le manque de matériel agricole, la gestion chaotique des aménagements hydro-agricoles et la cherté des intrants font que seuls quelques rares grands producteurs s'en sortent réellement. Les jeunes se retrouvent avec de maigres récoltes (avec des risques réels

d'endettement) après avoir remboursé ou tenté de rembourser le coût des intrants. Cet état de fait décourage beaucoup de jeunes.

- 32 En ce qui concerne les périmètres rizicoles dans les zones de Wassadou, Bignarabé et dans les vallées aménagées de certains villages (Tankanto et Saré Ndiaye), les jeunes font également face au même problème d'accès à la terre cultivable qui est sous le contrôle des personnes âgées. Ils sont également très peu visibles dans les organisations paysannes. L'accès difficile au foncier agricole et la relative mise à l'écart des jeunes dans les instances de décision au profit des aînés (vieux) n'est pas spécifique à la région de Kolda. Hathie *et al.* (2015) puis Stuhrenberg (2017), dans leurs analyses de la réalité de jeunes ruraux en Afrique de l'Ouest, avaient souligné l'accès au foncier particulièrement difficile pour les jeunes qui souhaitent s'installer en agriculture à cause de l'accaparement des terres et des coutumes en vigueur qui donnent le contrôle des terres aux hommes plus âgés.

Les jeunes dans le cercle vicieux cotonnier

- 33 Le coton est une culture de rente. La direction du développement rural de la SODEFITEX dans la région de Kolda s'appelle Base d'Appui aux Méthodes et Techniques pour l'Agriculture, les autres Activités Rurales et l'Environnement (*Bamtaaré*), qui signifie aussi développement en peul (langue locale). Cette appellation n'est pas anodine. Si pour Magrin et Ninot (2005), elle témoigne d'une volonté de mieux s'intégrer dans une dynamique de développement rural des différents acteurs du milieu, il est fort probable qu'elle associe la production de coton à un moyen de s'enrichir.
- 34 Néanmoins, la réalité des jeunes producteurs du coton est loin de cette description. La culture du coton dans la région de Kolda exige l'utilisation massive d'engrais et d'amendements pour compenser les carences des sols. Rappelons que la SODEFITEX a le monopole de la fourniture d'engrais et de semences. Elle assure sa distribution en début de saison des pluies et exige le paiement après la récolte. Compte tenu du fait qu'elle est le seul acheteur de coton au Sénégal, elle fixe donc le prix du kilogramme de coton à des tarifs largement à son avantage mais pénalisants pour les producteurs. Le développement et les revenus miroités par la production de coton ont incité beaucoup de jeunes, seuls ou avec leurs proches, à se lancer à plusieurs reprises dans la production du coton. Cependant, en raison de plusieurs facteurs, dont la variabilité pluviométrique et la contrainte de la caution solidaire, les récoltes ne sont pas bonnes et les producteurs sont incapables de couvrir les dépenses engagées pour les travaux agricoles auprès de la SODEFITEX (Ndour *et al.*, 2017). L'image que les jeunes en ont est associée à un piège. « *La SODEFITEX te donne des intrants, à la fin de la récolte, elle vient peser ton coton pour le remboursement en nature. Si la récolte est bonne, tu as un peu de bénéfices. Si la récolte est moyenne, tu arrives juste à rembourser le coût des intrants dans ce cas ; c'est comme si tu travailles pour la SODEFITEX sans intérêts. S'il arrive que la récolte soit mauvaise, tu es obligé de vendre les animaux que tu as hérités pour pouvoir rembourser la SODEFITEX* » (D. M, 2020).
- 35 Le désenchantement de la jeunesse par rapport à la production du coton face au remboursement des crédits liés à la caution solidaire n'est pas le propre des cotonculteurs de la région de Kolda. Il est soulevé dans d'autres zones de production au Sénégal (*Renaissance cotonnière*, Journal d'entreprise, n° 9, 2007) et dans des pays comme le Mali (Fournier, Konaté et Lapenu, 2002).

Mobilisation de la jeunesse autour des activités de second rang du marché

- 36 La renommée de Diaobé repose sur la capacité de son marché à attirer plusieurs commerçants de nationalités ouest-africaines. Le mardi dans l'après-midi, des camions chargés de marchandises en provenance des pays limitrophes se garent le long de la route nationale n° 6. Les commerçants arrivent aussi le mercredi tôt le matin en provenance des villages environnants. Il faut attendre le jeudi pour voir les mouvements baisser d'intensité. L'arrivée des commerçants avec leurs marchandises les jours de marché constitue une opportunité pour la jeunesse de s'exercer comme portefaix (déchargeurs/ chargeurs) ou de s'employer comme tâcherons pour aider les marchands à apprêter les produits à vendre avant l'arrivée de la clientèle. Les déplacements de la population entre les différents lieux du marché, entre ces derniers et les quartiers de Diaobé ou les localités voisines constituent une aubaine pour les jeunes conducteurs de moto-taxi (*jakartamen*). Les filles se lancent dans le secteur de la restauration ou de la vente de l'eau fraîche. L'implication des jeunes dans les différentes activités attenantes montre leur mobilisation autour du marché. Toutefois, force est de constater que cette mobilisation est orientée vers des activités de second rang. Les motos-taxis rapportent aux *jakartamen* 45 000 FCFA par mois en moyenne. On trouve aussi des jeunes dans le secteur du transport à pied de marchandises (pousse-pousse). Le confinement de la jeunesse dans des activités marginales sur le marché alimente actuellement les réserves de certains acteurs du développement quant à la capacité du complexe commercial de Diaobé d'impulser le développement en intégrant les jeunes.

Pauvreté et désillusion des jeunes face aux programmes de développement rural

- 37 L'une des manifestations de l'échec des programmes de développement dans le secteur agricole est la précarité des masses populaires de la région de Kolda. Cette précarité prononcée se double d'une déception des jeunes, qui cherchent à améliorer leur sort par la migration.

Kolda : une région pauvre malgré les programmes de développement rural

- 38 Kolda est une région pauvre. La situation de marge territoriale faiblement équipée et l'échec des programmes de développement rural font que la pauvreté y est une réalité. Malgré les importantes potentialités et les efforts étatiques de mise en valeur agricole, le système de production de coton s'essouffle ou sombre dans une crise aux issues incertaines. Quant à la riziculture, la situation de la plupart des producteurs n'est pas enviable (Baldé, Diop, 2013). En outre l'élevage souffre, dans une certaine mesure, d'un manque de valorisation (ANSD, 2018). Après la région de Matam (54,2 %), la région est la plus affectée par la problématique de l'emploi, avec un taux de chômage de l'ordre de 38,8 % (ANSD, 2013 ; ANSD, 2021b). De la lecture du tableau 1, il ressort que Kolda avait le plus fort taux de pauvreté au Sénégal en 2011, avec des niveaux d'incidence et de

sévérité respectifs de l'ordre de 76,6 % et 20,8 %, témoignant des conditions de vie difficiles et précaires des populations, que l'on peut mesurer à travers le faible accès aux services de base. En 2021, la pauvreté a diminué, l'indice a régressé de 20 %, de même que l'indice de sévérité de 14,5 %.

Tableau 1. Pauvreté par région au Sénégal en 2011 et 2021.

Région	Indice de pauvreté 2011 en % ⁽¹⁾	Sévérité de la pauvreté 2011 en % ⁽¹⁾	Indice de pauvreté 2021 ⁽²⁾	Sévérité de la pauvreté 2021 en % ⁽²⁾
Dakar	26,1	2,1	9	0,4
Ziguinchor	66,8	13,5	51,1	6,5
Diourbel	47,8	5,1	43,9	3,6
Saint-Louis	39,5	4,9	40,1	4,2
Tambacounda	62,5	9,9	61,9	8,1
Kaolack	61,7	8,1	41,5	4,9
Thiès	41,3	4,3	34,1	2,5
Louga	26,8	2,1	43,4	4
Fatick	67,8	9,5	49,2	4,5
Kolda	76,6	20,8	56,6	6,3
Matam	45,2	6,4	47,7	6,1
Kaffrine	63,8	10,5	53	7,3
Kédougou	71,3	14,1	61,9	10,6
Sédhiou	68,3	11	65,6	9,1
National	46,7	6,6	37,8	3,9

Sources : (1) ANSD, 2013 ; (2) ANSD, 2021-b

- 39 On peut raisonnablement penser que la baisse de la pauvreté en 2021 par rapport à la situation de 2011 dans la région, comme partout d'ailleurs au Sénégal, n'est pas liée à l'amélioration de l'activité productive, encore moins au programme national de bourses de sécurité familiale initié depuis 2014 par le gouvernement et ses partenaires. Le but de ce programme est de mettre à la disposition des ménages vulnérables des bourses de 25 000 FCFA. D'ailleurs, cette baisse de la pauvreté est remise en cause par les résultats de l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (ANSD, 2021b) que tend à minimiser le Ministère de l'économie, du plan et de la coopération

(MEPC, 15, Sep 2021). Quoi qu'il en soit, Kolda fait partie des quatre régions les plus pauvres du Sénégal et son niveau de paupérisation est toujours largement au-dessus de la précarité moyenne nationale.

Désillusion des jeunes autour des programmes agricoles

- 40 Guèye (2000) rapportait que l'aménagement et la mise en valeur des périmètres irrigués dans la vallée de l'Anambé par la SODAGRI avaient suscité l'espoir et avaient attiré beaucoup de populations. Pratiquement, le même constat demeure en ce qui concerne l'implantation de la SODEFITEX dans la zone. En effet, la région de Kolda était même acquise à la cause de cette société cotonnière. Mais l'euphorie suscitée par ces interventions publiques n'a pas fait long feu. Entamées depuis le début des années 1970, les deux sociétés n'arrivent plus à convaincre les producteurs, notamment les jeunes, dans un contexte de chute drastique des rendements, de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Cette insécurité alimentaire justifierait d'ailleurs le Projet Intégré de Nutrition dans les régions de Kolda et de Kédougou (2015-2020), dont le but était d'améliorer la sécurité nutritionnelle des populations les plus vulnérables. Toutefois, un quelconque impact sur les migrations des jeunes ne ressort pas des résultats (Tine *et al.*, 2019). La désillusion est encore beaucoup plus grande pour les jeunes qui ont vendu leur bétail hérité pour investir dans la production du coton. Par ailleurs, le marché de Diaobé déçoit à son tour une partie importante de la jeunesse qui a sacrifié ses études pour l'argent du « *loumo* » et qui finalement se retrouve dans des positions de second plan ; ce qui ne lui permet pas de se prendre en charge au fur et à mesure que les charges familiales ou individuelles augmentent.
- 41 L'agriculture et les petits métiers au niveau du marché ne parvenant plus à assurer la subsistance et instaurant le désespoir, la migration pour la quête de moyens de survie devient une voie de recours pour les jeunes. La jeunesse exprime directement ou indirectement ses aspirations migratoires hors du Sénégal.

Migrations au départ de la région de Kolda : la Lybie, de la destination au transit vers l'Europe

- 42 Le désenchantement résultant de la difficulté des jeunes à tirer parti des programmes de développement rural qui n'ont jamais apporté le développement promis concourt aux aspirations migratoires. De nos jours, environ 50 % des flux migratoires en partance de la région de Kolda s'orientent vers l'international (Ba, Bourgoïn et Diop, 2018). La région, bien que faible foyer émetteur de flux internationaux avec 5,1 % des flux issus du Sénégal, est depuis 2007 au cœur de l'actualité avec la migration irrégulière (ANSD, 2018). Parmi les itinéraires migratoires, la Lybie, destination privilégiée de la migration de travail et d'études durant les années fastes de la manne pétrolière, est devenue depuis les années 2000, avec les restrictions de l'entrée en Europe (FRONTEX), un pays de transit.

Du développement promis au désir d'aller là où se trouve le développement

- 43 Aspirer à de meilleures conditions de vie et fuir l'incertitude socio-économique sont directement ou indirectement invoqués par les jeunes comme les causes principales de la migration. Mais ces causes sont aussi fortement liées à la promesse de développement non tenue par les structures publiques telles la SODEFITEX et la SODAGRI, et les organisations non gouvernementales comme l'OIM, l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICD). Les langages technico-bureaucratiques des interventions ne prennent le plus souvent pas en compte les modèles locaux de réussite sociale, morale et économique. Les populations ont tendance à parler du niveau d'« avancement » à travers des œuvres mineures que rendent possibles les « infrastructures invisibles » des réseaux de solidarité, de collaboration et d'entraide pour améliorer le sort de leurs communautés. D'ailleurs, à partir des années 2000, les acteurs de développement utilisent le mot *Bamtaaré* ou *Bamtaadé* (selon l'accent) dans leurs campagnes de communication et leurs spots publicitaires, bref dans leurs différentes activités, comme on peut l'observer sur la figure 3 de l'enseigne du projet de lutte contre la migration illégale mené par l'AICD en 2016 pour une durée de 9 mois, dans les zones de Dioabé-Kabendou et Gabou, en Guinée-Bissau. Les buts recherchés sont l'adhésion populaire, le fort ancrage territorial et la totale implication de la population locale à travers cette notion d'avancement. Le recours systématique à ce mot dans les rhétoriques des acteurs de développement explique sa prégnance dans la conscience collective et son exploitation par les structures de développement de la région.

2020 ; Gueye, 2022). Même s'il est difficile de quantifier les flux migratoires vers ce pays de l'Afrique du Nord du fait du manque de suivi et d'enregistrement automatique, les entretiens réalisés, les observations sur le terrain et les actions pour la réinsertion au Sénégal des migrants de retour des pays de transit témoignent de l'ampleur des flux. L'OIM s'est installée à Kolda pour la réinsertion socio-économique des migrants qui sont de retour de Libye. Dans un contexte où la difficulté d'obtention du visa pour les pays du Nord s'observe partout, la Libye est devenue un espace de transit.

- 47 Il est vrai que les ressources financières tirées de la manne pétrolière dans les années 1990 attiraient déjà quelque 1,5 à 2,5 millions de travailleurs étrangers, dont une grande partie en provenance d'Afrique de l'Ouest, dont le Sénégal (Jacques, 2013). Tout le monde s'accordait à dire qu'elle faisait partie des trois États les plus développés d'Afrique avant 2011. Par voie terrestre, elle est facilement accessible. En effet, elle est limitrophe de l'espace de libre circulation de la CEDEAO. L'intégration des migrants en Libye est facilitée par leur maîtrise de la langue arabe, qui est la langue officielle du pays. La région de Kolda est par excellence une zone où l'apprentissage du coran et de la langue arabe est très développé du fait de la prédominance de la religion musulmane.
- 48 La Libye de Mouammar Kadhafi donnait l'opportunité de jouir du développement promis qui leur manquait dans leur terroir natal et de se procurer de l'argent pour faire face à leur rôle social de pourvoyeurs de revenus. Le niveau économique de la Libye de Mohamed Kadhafi et le différentiel entre le FCFA et le Dinar libyen dans les années 1990 avaient rapidement permis aux premiers migrants de construire des maisons dans leur village natal, d'améliorer le sort économique de leurs proches restés sur place, mais également de disposer de la capacité à donner de l'argent (Jacques, 2013).
- 49 La prise de décision en matière de migration vers la Libye était articulée avec le désir d'aller tirer profit de la prospérité et le besoin individuel d'affirmation de soi qui intègre les logiques familiales de recherche de revenus supplémentaires pour faire face à la précarité. Les initiatives de départ sont soutenues par les parents sur place et ceux déjà partis.
- 50 Même si l'idée de partir en Europe depuis la Libye n'était pas exclue des projets migratoires, le caractère systématique de la traversée de la mer Méditerranée pour l'Europe découle de la dégradation des conditions sécuritaires et économiques imputables à la chute de Kadhafi, dont le corollaire est une guerre civile toujours active. C'est à partir de cette chute que la situation de beaucoup de migrants s'est détériorée. Face aux conditions de vie insupportables et dans l'incapacité de franchir la barrière européenne, les migrants originaires de la région de Kolda ont massivement demandé le rapatriement par l'État du Sénégal. Pour leur venir en aide et faciliter leur réinsertion socio-économique au Sénégal, l'État a financé plusieurs projets. À l'échelle nationale, la région de Kolda concentre à elle seule 10 % des projets destinés à l'insertion socio-économique des migrants de retour, derrière la région de Dakar et avant Louga, une région d'émigration de notoriété (tableau 2).

Tableau 2. Répartition par région de la population et des projets destinés aux migrants de retour.

Région	Population par région	Nombre de projets par région	Pourcentage des projets par région (%)
Dakar	3 896 564	19	17,27

Ziguinchor	612 343	6	5,45
Diourbel	2 080 811	11	10
Saint-Louis	1 204 863	6	5,45
Tambacounda	988 193	8	7,27
Kaolack	1 338 671	8	7,27
Thiès	2 467 523	8	7,27
Louga	1 127 119	9	8,19
Fatick	908 858	5	4,55
Kolda	916 513	11	10
Matam	833 657	4	3,64
Kaffrine	821 287	4	3,64
Kédougou	245 288	5	4,55
Sédhiou	590 784	6	5,45
National	18 032 473	110	100

Source : ANSD, 2023

Conclusion

- 51 Kolda est une région qui est globalement restée à l'abri du conflit casamançais qui sévit dans la partie sud du Sénégal depuis 1982. Elle se caractérise par l'importance des investissements publics consentis par l'État pour le développement à la fois de la production du riz et du coton. Le contraste est saisissant entre elle et les autres régions du sud sénégalais. Les programmes agricoles de développement lui ont imprimé une trajectoire particulière mais n'ont pas pu impulser le développement rural tant attendu. La pauvreté y demeure une réalité. L'exclusion et l'échec des jeunes dans les activités agricoles et le marché de Diaobé sont porteurs de désillusion qui contribue fortement aux aspirations migratoires sous-tendues par la recherche du développement promis directement ou indirectement par les pouvoirs publics et les organisations internationales de développement.
- 52 En somme, l'analyse des politiques de développement rural sous le prisme de la migration dans la région de Kolda montre les limites de l'acceptation du « développement du seul fait qu'il y a des acteurs et des institutions qui se donnent le développement comme objet ou comme but et y consacrent du temps, de l'argent et de la compétence professionnelle » (Olivier De Sardan, 1995). Elle corrobore également la vision critique que « l'augmentation soutenue de la production en biens et services

dans un domaine comme la production agricole (la croissance) ne mène pas nécessairement à l'ensemble des mutations positives qui caractérisent le développement rural (progrès dans les secteurs sanitaire, démographique, technique, social...) » (Jacob et Lavigne Delville, 2019). D'ailleurs, la remise en cause d'un développement global a fait émerger les concepts de « développement local » ou encore « développement endogène », fondés sur l'idée des « initiatives locales soutenues par le dynamisme du milieu qui ont produit les effets positifs les plus significatifs en ce qui a trait à la consolidation des communautés en difficulté » (Jean, 1997).

- 53 Enfin, l'analyse des migrations internationales de Kolda vers la Lybie montre l'échec du discours et de la rhétorique des organisations internationales et de certains pays développés sur la migration subsaharienne. La Lybie, avant d'être un pays de transit vers la forteresse européenne, était une destination pour les ressortissants de la région de Kolda comme réponse aux contraintes locales par la mobilité et comme toute autre stratégie d'accès à la ressource dans un contexte de mondialisation (Sakho, 2018). En d'autres termes, si les communautés rurales sont les mieux placées pour prendre en main leur développement, n'y a-t-il pas lieu de revisiter des concepts locaux comme le « *Baamtaaré* » (fouladou), « *Tekki* » (wolof) ou encore « *Teddungal* » (pulaar), qui rendent compte des aspirations locales et traduisent le concept du « développement par le bas » ?

BIBLIOGRAPHIE

ANSD (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie) (2013), *Deuxième enquête de suivi de la pauvreté au Sénégal (ESPS II : 2010/2011)*, Rapport définitif, 191 p.

ANSD (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie) (2018), *Profil migratoire du Sénégal*, 224 p.

ANSD (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie) (2021a), *Situation économique et sociale régionale 2019*, Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, Service régional de la Statistique et de la Démographie de Kolda, 122 p.

ANSD (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie) (2021b), *Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (ehcvm 2018-2019) au Sénégal : rapport final*, 181 p.

ANSD (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie) (2023), *Données issues du rapport de présentation des résultats préliminaires du RGPH-5, 2023*.

BA C.O., BOURGOIN J. & DIOP D. (2018), *Les migrations rurales dans la dynamique migratoire sénégalaise. La fluidité des mobilités internes en réponse aux contraintes locales*, Rome, FAO et CIRAD, 24 p.

BALDE A. & DIOP O. (2013), « Relance de la mise en valeur du périmètre irrigué du bassin de l'Anambé : des stratégies coûteuses et inefficaces », *Revue de géographie du Lardyme*, 11, pp. 112-124.

BAVOUX J.-J. et al. (2005), *Géographie des transports*, Coll, U, Paris, Armand Colin, 232 p.

- BAZILE A. C., VENNAT B. & DRESSAYRE E. (2015), *Rôles et place des sociétés d'aménagement dans le développement de l'irrigation en Afrique de l'Ouest : Diagnostic institutionnel spécifique de la Société de développement agricole et industriel du Sénégal (SODAGRI)*, Rapport d'études, COSTEA, 12 p.
- BEAUCHEMIN C. (2018), *Migration between Africa and Europe*, Springer, coll. INED, Population Studies.
- BELLAGAMBA A. & VITTURINI E. (2021), « La storia locale del nesso migrazioni-sviluppo : politiche, attori ed esperienze nel Gambia post-dittatura », *Antropologia*, 8, 3, n.s., doi: <https://doi.org/10.14672/ada20211832139-170>
- BLACK J. et al. (2017), « Global overview of the available data on migrant deaths and disappearances », *Fatal Journeys*, 3, International Organization for Migration, Geneva, pp. 1-24.
- BLACK R. et al. (2022), « Migration drivers and migration choice: interrogating responses to migration and development interventions in West Africa », *Comparative Migration Studies*, 10, 10, <https://doi.org/10.1186/s40878-022-00283-3>
- BRÜNING L. (2021), « Typologie des conséquences de la migration sur les stratégies d'adaptation à l'érosion côtière au Sénégal », *Population*, 76, pp. 519-544, <https://doi.org/10.3917/popu.2103.0519>
- CASTAGNONE E. (2019), *Mapping of interventions in The Gambia, Guinea, and Senegal under Outcome 4 of IOM's Safety, Support and Solutions Central Mediterranean Programme (SSS-CMR)- MAPPING REPORT*, 25_07_2019.
- CISSOKHO D. et al. (2021), *Migchoice country report: Senegal*, University of Birmingham, 32 p.
- CLAES J., SCHMAUDER A. & MOLENAAR F. (2021), *Examining the migration development nexus in Kayes Region, Mali*, ADMIGOV Deliverable 6.4, The Hague, Clingendael Institute, 52 p., <http://admigov.eu>
- COMELIAU C., (1996), *L'économie à la recherche du développement*, collection Enjeux, Nouveaux Cahiers de l'IUED, Genève et PUF, Paris, 223 p.
- DE HAAS H. D. (2021), « A theory of migration: the aspirations capabilities Framework », *Comparative Migration Studies*, 9, 8, pp. 2-35, <https://doi.org/10.1186/s40878-020-00210-4>
- DE SENARCLENS P. (1996), *Contre la théorie générale du développement : Petite polémique à vocation consensuelle*, in *L'économie à la recherche du développement : Crise d'une théorie, violence d'une pratique*, Genève, Graduate Institute Publications, doi : <https://doi.org/10.4000/books.iheid.2820>
- DIALLO M.M. (2016), « Frontières et activités marchandes en Afrique de l'Ouest : logiques d'acteurs et fonctionnement scalaire », *Territoire en mouvement, revue de géographie et d'aménagement*, 29, <https://doi.org/10.4000/tem.3253>
- DI MEO G. & BULEON P. (2005), *L'espace social. Lecture géographique des sociétés*, Paris, A. Colin, 303 p.
- FANCHETTE S. (2001), « Désengagement de l'État et recomposition d'un espace d'échange transfrontalier : la Haute-Casamance et ses voisins », *Autre part*, 3, 19, pp. 91-113.
- FARET L. (2003), *Les territoires de la mobilité. Migrations et communautés transnationales entre le Mexique et les États-Unis*, Paris, Éditions du CNRS, 351 p.
- FIDA (Fonds international de développement agricole) (2015), *Cartographie des zones de migration et des entreprises rurales soutenues par les migrants sénégalais*, Rapport final, 54 p.
- FOURNIER Y., KONATE M. & LAPENU C. (2002), *Étude sur le crédit en zone cotonnière*, IRAMBIREC-CERISE, 153 p.

- GALOS E. et al. (2017), *Migrant vulnerability to human trafficking and exploitation: evidence from the central and eastern Mediterranean migration routes*, Geneva, IOM.
- GUEYE D. (2022), « Dilemme de migrants " naufragés du désert " », *Revue Africaine des Migrations Internationales*, 1, pp. 1-13.
- GUEYE O. (2000), *Mobilisation des ressources et systèmes de revenus ruraux au Sénégal : le cas de la Haute Casamance*, Rapport, IRD, 62 p.
- GUEYE D. & DESHINGKAR P. (2020), *Irregular Migration in Senegal Faith, Dreams and Human Smuggling through the Desert and Sea*, Working Paper, Migrating out of poverty, 67, 50 p.
- HARRIS J. R. & TORADO M. P. (1970), « Migration, unemployment and development: A two-sector analysis », *American Economic Review*, 60, pp. 126-142.
- HATHIE I. et al. (2015), *Emploi des jeunes et migration en Afrique de l'Ouest (EJMAO). Rapport final*, Sénégal, IPAR, 100 p.
- HATHIE I. et al. (2013), *Recherche-action sur les moyens de subsistance des agriculteurs et les options d'intervention de Global Water Initiative*, 47 p.
- JACQUES G. (2013), « Migrations en Libye : réalités et défis », *Confluences Méditerranée*, 87, pp. 55-66, <https://doi.org/10.3917/come.087.0055>
- JACOB J-P. & LAVIGNE DELVILLE P. (2019), *Comprendre la trajectoire des interventions de développement. Processus et réseaux d'acteurs dans trois projets d'eau potable (Burkina Faso, Haïti, Ghana)*, Coll. Études de l'AFD, Paris, Agence française de développement, 186 p.
- JEAN B. (1997), *Territoires d'avenir : pour une sociologie de la ruralité*, Coll. Science régionale, 3, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 318 p.
- KAUFMANN V. & JEMELIN C. (2004), *La motilité, une forme de capital permettant d'éviter les irréversibilités socio-spatiales ?*, Lausanne, 10 p.
- KUSCHMINDER K. & RAJABZADEH I. (2022), *Migration Aspirations and Development Interventions in Compounding Crisis*, AdMiGov Deliverable 6.5, Maastricht, Maastricht University, <http://admigov.eu>
- LESSAULT D. & BEAUCHEMIN C. (2009), « Ni invasion, ni exode : Regards statistiques sur les migrations d'Afrique sub-saharienne », *Revue Européenne des Migrations internationales*, 25, 1, pp. 163-194, <https://doi.org/10.4000/remi.4889>
- LEVY J. & LUSSAULT M. (2003), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 1034 p.
- LEWIS W. A. (1954), « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour », *The Manchester School of Economic and Social Studies*, 22, 2, pp. 139-191.
- LO H. M., COULIBALY O. K. & SAKHO P. (2014), *Impacts des changements environnementaux sur les migrations humaines : cas du Sénégal*, in THIAM M. T., CROWLEY J. (eds.), *Impacts des changements environnementaux sur les migrations humaines. Étude de cas : Sénégal et Côte d'Ivoire*, Dakar, UNESCO SHS, 192 p.
- LORIAUX M. (2007), *Population, pauvreté et développement : quelles relations et quels enseignements pour l'action ?*, UNFPA, Dakar.
- MAGRIN G. & NINOT O. (2005), « Les zones soudaniennes du Tchad et du Sénégal : deux Suds enclavés entre mondialisation et marginalisation », *Espace populations sociétés*, 1, <http://journals.openedition.org/eps/2664>, DOI: <https://doi.org/10.4000/eps.2664>

- MA MUNG E. (1999), « La dispersion comme ressource spatiale », *Cultures et conflits*, 33-34, pp. 89-103.
- MASSEY D. *et al.* (1993), « Theories of International Migration: A Review and Appraisal », *Population and Development Review*, 19, 3, pp. 431-467.
- MBALLO I., SY O. & THIOR M. (2019), « Dynamics of water resources in Anambe basin (upper Casamance- Senegal) », *Larhyss Journal*, 40, pp. 7-25, ISSN 1112-3680
- MEPC (2021), <https://sunubudget.sn/2021/09/15/pauvrete-au-senegal-la-mise-au-point-du-ministere-de-leconomie/>
- MERCANDALLI S. & LOSCH B. (2017), *Rural Africa in motion. Dynamics and drivers of migration South of the Sahara*, Rome, FAO and CIRAD, 60 p.
- MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'EQUIPEMENT RURAL (2018), *Lettre de Politique Sectorielle de Développement de l'Agriculture (LPSDA) 2019-2023*, République du Sénégal, LPSDA – MAER déc. 2018.
- NDOUR A. *et al.* (2017), « Changement climatique et production cotonnière au Sénégal : concevoir autrement les stratégies de diffusion des variétés », *Biotechnol. Agron. Soc. Environ*, 21, 1, pp. 22-35.
- NGOM A. (2018), « Les damnés de la mer : les candidats à la migration au départ de la Casamance », *Journal des anthropologues*, 154-155, 3-4, pp. 285-304, <https://www.cairn.info/revue-journal-des-anthropologues-2018-3-page-285.htm>
- NGOM A. (2021), « The organization of trips in emigration by pirogue in Senegal », *African Review of Migration and Environment*, 5, 1-2, pp. 28-48.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P. (1995), *Anthropologie et Développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Marseille, APAD, Paris, Karthala Éditeur, 221 p.
- PÉCOUD A. (2010), « Informing migrants to manage migration ? An analysis of IOM's information campaigns », in GEIGER M. & PÉCOUD A. (eds.), *The politics of international migration management*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, pp. 184-201.
- PEEMANS J.-P. (1995), « Modernisation, globalisation et territoires : l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans les processus de développement », *Revue Tiers-Monde*, 36, 141, pp. 17-39.
- PIORE M. (1979), *Birds of Passage: Migrant Labour and Industrial Societies*, Cambridge, Cambridge University Press.
- RETAILLE D. (2012), *De l'espace nomade à l'espace mobile en passant par l'espace du contrat : Une expérience théorique*, halshs-00679163, version 1 - 14 Mar 2012, http://hal.inria.fr/docs/00/67/91/63/PDF/De_la_espace_nomade_A_la_espace_mobile_e_passant_par_la_espace_du_contrat.pdf
- RENAISSANCE COTONNIÈRE JOURNAL D'ENTREPRISE (2007), « Focus sur la région cotonnière de Kédougou, creuset d'innovations », *Coton équitable*, 1. 9.
- SAKHO P. (2018), « La migration sénégalaise, des réponses territorialisées à la mondialisation », *Culture della migrazione, immaginari migratori, pratiche della mobilità*, Franco Angeli Edizioni, Milan, pp. 151-172.
- SAKHO P., DIAGNE A. & SAMBOU P. (2017), « Le bassin arachidier, du réceptacle de flux internes au foyer d'émigration interne et internationale », in TEDESCO J.C. & KLEIDERMACHER G., *A imigração senegalesa no Brasil e na Argentina : múltiplosolhares*, Porto Alegre, EST Edições, pp. 21-40.

SAKHO P., DIOP R.A., MBOUP B. & DIADIOU D. (2015), « A emigração internacional senegalesa : das casas no campo às cidades litorâneas », in MERLOTTI HERÉDIA V.B., *Migrações internacionais. O caso dos senegaleses no Sul do Brasil*, Caxias do Sul, Belas Letras, Quatrilha, pp. 23-49.

SY O., SENE A.M. & MBALLO I. (2019), « Aménagements agricoles et sécurité alimentaire au Sénégal : cas de la Haute Casamance », *Revue espace géographique et société marocaine*, 27, pp. 85-103.

STUHRENBURG L. (2017), *Jeunes ruraux en Afrique de l'Ouest : quelles réalités et quelles perspectives ?*, Bulletins de synthèse Souveraineté alimentaire, d'Inter-réseaux Développement rural et de SOS Faim Belgique, 8 p.

TANDIAN A. (2020), « Returning migrants: from disillusion to integration initiatives in the South-East, North and Central regions of Senegal », *Migration in West and North Africa and across the Mediterranean: Trends, risks, development and governance*, International Organization for Migration, pp. 314-347.

TARRIUS A. (1989), *Anthropologie du mouvement*, Paris, Paradigmes.

TINE J.A.D. *et al.* (2019), « Étude des facteurs associés à la sécurité alimentaire dans les régions de Kolda et de Kédougou (Sénégal) », *J. Rech. Sci. Univ. Lomé, Togo*, 21, 3, pp. 323-338.

TJADEN J. (2023), « Risky journeys – Risk and decision-making among potential irregular migrants in Senegal and Guinea », *International Migration*, 61, pp. 212-225, <https://doi.org/10.1111/imig.13003>

UNDESA - UNITED NATIONS, DEPARTMENT OF ECONOMIC AND SOCIAL AFFAIRS, POPULATION DIVISION (2019), *International Migration 2019 (ST/ESA/SER.A/438)*, www.unpopulation.org

ZINGARI G. N. *et al.* (2022), « L'impact des interventions de développement sur la prise de décision à migrer en Afrique Occidentale. Projet MIGCHOICE », *Antropologia Pubblica*, 8, 2, pp. 177-191, <http://dx.doi.org/10.1473/anpub.v8i2.286>

ZINGARI G. N. *et al.* (2023), « It's Only a Matter of Hope: Rethinking Migration Decision-Making in Contemporary Senegal; Among Lived Immobilities, Development Interventions, and Social Inequalities », *Africa Today*, 69, 3, DOI :1 0.2979/africatoday.69.3.02

NOTES

1. Société de Développement Agricole et Industriel du Sénégal.
2. Société de développement et des fibres textiles.

RÉSUMÉS

Malgré sa longue tradition de mise en valeur agricole, sa relative stabilité socio-politique (non concernée par le conflit casamançais), la région de Kolda est devenue au cours de ces dernières années une zone de départ pour la migration internationale. Cet article se propose d'étudier la situation des jeunes de la région de Kolda par rapport aux politiques de développement rural et

la manière dont ces dernières concourent à la migration tout en mettant l'accent sur le contexte géographique. Il s'appuie sur des données quantitatives provenant de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie et des données qualitatives collectées en 2020 dans ladite région. L'analyse révèle que les difficultés d'accès au foncier agricole pour les jeunes, leur marginalisation dans les activités du marché hebdomadaire de Diaobé et le piège de la production du coton qui se referme sur eux, ont entraîné la désillusion. Ces facteurs de désenchantement combinés aux résultats mitigés des programmes agricoles de développement concourent à la migration. Dans un contexte de fermeture des frontières européennes et de dévalorisation de la migration interne et sous-régionale, la Libye, naguère destination d'une migration de travail pendant le règne de Khadafi, aujourd'hui pays de transit de la migration dite irrégulière vers l'Europe, continue de polariser les flux migratoires.

Despite its long tradition of agricultural development and relative socio-political stability (not affected by the Casamance conflict), the Kolda region has become a departure area for international migration in recent years. This article examines the situation of young people in the Kolda region in relation to rural development policies and the way in which these policies contribute to migration, with particular emphasis on the geographical context. It is based on quantitative data from the Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie and qualitative data collected in 2020 in the region. The analysis reveals that young people's difficulties in accessing agricultural land, their marginalisation in the activities of the weekly market in Diaobé and the trap of cotton production closing in on them, have led to disillusionment. These disillusionment factors, combined with the mixed results of agricultural development programmes, led to migration. With European borders closed and internal and sub-regional migration devalued, Libya - once a destination for labour migration during Gaddafi's reign, now a transit country for so-called irregular migration to Europe - continues to polarise migratory flows.

INDEX

Mots-clés : développement rural, migration, jeunes, Kolda, Sénégal

Keywords : rural development, migration, young people, Kolda, Senegal

AUTEURS

DRAMANE CISSOKHO

Institut de la Gouvernance territoriale et du Développement local de l'Université Cheikh Anta

Diop de Dakar

ORCID 0000-0002-0264-8404

dramane.cissokho@ucad.edu.sn

GUIDO NICOLAS ZINGARI

Université de Turin

ORCID 0000-0002-9670-1797

guidonicolas.zingari@unito.it

BRUNO RICCIO

Université de Bologne

ORCID 0000-0002-9532-4678

bruno.riccio@unibo.it

PAPE SAKHO

Département de géographie de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar

ORCID 0000-0002-4829-0313

papa.sakho@ucad.edu.sn